



# Les dividendes de la **RÉVOLUTION NUMÉRIQUE**

Membres du club d'épargne Mada à Tsafe (Nigéria) consultant leur mobile.

*Njuguna Ndung'u, Armando Morales et Lydia Ndirangu*

**Le numérique permet un meilleur accès aux services financiers, des coûts réduits et des opportunités nouvelles**

**D**ANS presque tous les pays en développement, et tout particulièrement en Afrique subsaharienne, le numérique est LE sujet d'actualité pour les gouvernants. L'inclusion financière facilite l'épargne et permet l'accumulation et la diversification des actifs, tout en profitant à l'activité économique. À mesure qu'elle poursuit sa croissance, la région doit franchir un pas décisif pour échapper au piège de la pauvreté, d'autant plus que les termes de l'échange des exportateurs de matières premières se détériorent : elle doit développer l'offre de services financiers pour les personnes et les institutions.

L'accès des pauvres aux services financiers est restreint. L'obligation de solde minimum, les frais bancaires élevés pour les micro-comptes ou l'éloignement des guichets bancaires sont autant de facteurs qui entravent l'accès à ces services et au crédit. De plus, la «technologie» des

garanties conditionne l'approbation des prêts à la possession d'actifs fixes et entraîne d'importants surcoûts. Enfin, les produits financiers ne sont souvent pas adaptés aux clients dont les revenus sont faibles et irréguliers.

Pour les banques, la fourniture de services financiers aux pauvres coûtait cher. La segmentation du marché, le retard technologique, l'informalité et la faiblesse de la réglementation pèsent sur les coûts de transaction. Au Kenya comme dans toute l'Afrique, les marchés sont très segmentés par niveaux de revenus, créneau de marché et localisation. Les niveaux de complexité, de développement et de formalisme reflètent cette segmentation.

Le coût du suivi des clients, le niveau de risque perçu et le manque d'information transparente ont été des obstacles presque insurmontables pour les banques, et les institutions de microfinance et autres établissements spécialisés n'ont pas pu combler cette lacune.

## Un paysage transformé

La crise financière mondiale a changé la donne. Dans certains pays africains, les banques étrangères ont réduit leur activité et de nouvelles banques locales ont accru leur présence. Le succès relatif rencontré dans certains pays par les établissements de microfinance (surtout ceux qui ont adopté de nouvelles plateformes technologiques pour la gestion de la micro-épargne et des micro-comptes) a encouragé les banques locales à étendre leurs réseaux. Dans le même temps, des institutions financières non bancaires comme les caisses d'épargne et les coopératives ont formalisé leurs activités. Les régulateurs ont alors commencé à adopter de nouveaux modèles permettant de réduire les coûts de l'intermédiation. Par exemple, l'apparition de réseaux maillés a permis aux banques d'implanter des guichets non traditionnels dans des lieux reculés où leur présence classique n'était pas économiquement viable. Les agents bancaires peuvent y effectuer un certain nombre d'opérations autorisées comme ouvrir un compte, traiter les demandes de crédit et recevoir des remboursements de prêts.

Ces changements répondaient à la demande. Poussées par les opérateurs, les autorités réglementaires ont renforcé leur capacité à intégrer les innovations et à mettre sur pied des institutions propres à accompagner la croissance du secteur financier. Une meilleure circulation des informations de crédit, le développement de l'information à la disposition des opérateurs, les garanties des dépôts et la création d'unités de renseignement financier ont enclenché un cercle vertueux.

### Kenya : les quatre phases d'un cercle vertueux

Aujourd'hui encore, le Kenya tire avantage d'avoir, très tôt, percé sur le front de l'inclusion financière grâce au numérique. Les enquêtes géospatiales montrent combien les établissements financiers ont développé leur réseau grâce à un environnement de plus en plus propice (voir graphique). Au Kenya, le pourcentage de population résidant à moins de 5 km d'un «point d'accès financier» et le nombre de points d'accès par habitant sont nettement plus élevés que dans les autres pays de la région.

Le Kenya est le pays où la population utilise le plus le porte-monnaie mobile : en moins de dix ans, le taux d'usage est passé de zéro à plus de 75 % de la population adulte. Les banques collaborent étroitement avec les opérateurs télécom, ce qui leur permet d'être plus présentes sur le marché que dans beaucoup de pays émergents. Depuis quelques années, le secteur de l'assurance se développe aussi, ciblant une nouvelle classe moyenne kényane, et les programmes de financement collectif ont aussi progressé. Ce cercle vertueux, facilité par l'évolution et la flexibilité des cadres réglementaires, les réformes de l'infrastructure financière et l'amélioration rapide des compétences et des capacités, peut se diviser en quatre phases :

**Expansion de la plateforme technologique mobile pour les transferts, paiements et règlements entre personnes (type M-Pesa) :** Au Kenya, ces transactions représentent l'équivalent de 4,5 % du PIB annualisé par jour.

**Comptes d'épargne virtuels sur une plateforme de services financiers mobiles** complétés par des services bancaires virtuels de gestion des micro-comptes : autrement dit, le numérique financier est au cœur de l'intermédiation bancaire.

Mais la véritable transformation allait venir des services financiers numériques à faible coût. Au Kenya, une technologie fondée sur la téléphonie mobile (M-Pesa) a permis de réduire considérablement les coûts de transaction, engageant une véritable révolution dans le système de paiements. M-Pesa est un système de transfert de fonds électronique qui permet de stocker de la valeur sur un téléphone ou sur un compte mobile sous forme de monnaie électronique. Cette monnaie peut servir à différents usages : transférer des fonds, payer des biens et services, ou obtenir des espèces.

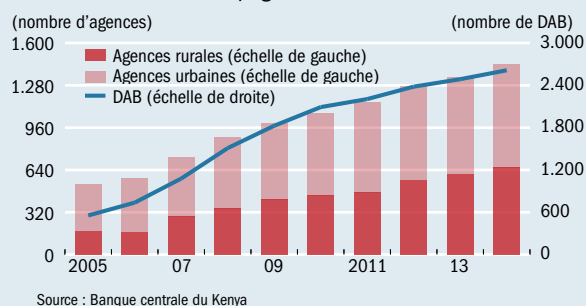
Désormais, plus besoin pour les entreprises de libérer leurs employés pour leur permettre d'aller au village porter de l'argent pour aider leur famille ou financer leur petite exploitation. Plus besoin pour les travailleurs de transporter du liquide, au risque, notamment, de se faire voler. Plus besoin pour les familles restées au village de faire de longs trajets pour se rendre à la banque et d'être la proie de malfaiteurs suivant leurs déplacements. La révolution numérique a permis d'effectuer des transactions financières et de transférer des fonds depuis chez soi. De plus, la baisse du coût des transactions laisse davantage de revenu disponible et les travailleurs ont un moyen sûr de conserver de l'argent, même pour qui travaille dans l'informel.

## Un impact immédiat

Au départ, les institutions financières traditionnelles étaient sceptiques : elles voyaient difficilement comment des services financiers, et surtout des services bancaires, pouvaient être assurés via

### Une croissance exponentielle

Les banques ont étendu leurs réseaux dans les villes et les campagnes.



**Utilisation des données de transaction, d'épargne et d'opérations financières issues de la plateforme de services financiers numériques pour générer des scores de crédit et évaluer et tarifier le risque des microcrédits :** Cette analyse de données a permis de surmonter en partie l'«obstacle technologique des garanties», qui a longtemps empêché les pauvres d'accéder à la finance et entravé le développement des marchés du crédit en Afrique.

**Extension du numérique financier aux paiements et transferts de fonds internationaux :** Les paiements transfrontaliers au sein de la région et les transferts de fonds internationaux se mettent aussi à l'heure du numérique. L'exemple du Kenya montre qu'une fois cette phase atteinte, la demande de règles encadrant les innovations et l'utilisation accrue d'outils technologiques pour surveiller ce marché peuvent même être efficaces contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

un portable. Mais elles ont bientôt compris les avantages qu'il y avait à allier les télécommunications et les transactions en temps réel. M-Pesa permet les opérations entre différents segments du marché à partir de la même plateforme. Comme la plateforme de règlement en temps réel M-Pesa ne nécessite pas d'analyse de risque traditionnelle, les banques commerciales ont éliminé les frais supplémentaires qu'elles facturaient aux clients à risque. Un découplage s'est opéré : les paiements et la distribution de liquidité sont sortis des agences bancaires, ce qui a permis à celles-ci d'adapter leur offre à la demande de faible envergure (Klein et Mayer, 2012). Les banques commerciales et les institutions de microfinance ont compris qu'investir dans une plateforme technologique adaptée aux micro-comptes offrait la possibilité d'accroître les dépôts et les parts de marché. Elles ont en outre vu que le développement des capacités et de l'intermédiation encouragerait les micro-épargnants à confier davantage de fonds au système bancaire.

L'impact a été immédiat : en quelques années, l'accès à toutes les formes de services financiers est monté en flèche dans plusieurs pays d'Afrique, malgré un fléchissement de la pénétration chez les prêteurs informels (graphique 1). Les enquêtes FinScope du Financial Sector Deepening Trust (qui possède des réseaux dans

toute l'Afrique) attestent d'une baisse spectaculaire de la part des «exclus» de la finance. Ainsi, au Rwanda, 89 % de la population bénéficiait d'une forme d'accès financier en 2016. Cela a été possible grâce au développement des activités de coopératives d'épargne et de crédit et à la croissance des services financiers numériques soutenue par des services administratifs en ligne (Rwanda FinScope, 2016).

Le recul de l'exclusion est aussi remarquable au Kenya (25 points de pourcentage depuis dix ans) et s'explique par l'entrée sur les marchés d'institutions (dont banques) supervisées : le taux d'accessibilité est passé de 15 à 42 % de la population entre 2006 et 2016. La Tanzanie et l'Ouganda ont aussi fait des progrès notables, réduisant l'exclusion respectivement de 28 et 15 points entre 2009 et 2013, essentiellement grâce au développement de l'activité d'institutions non bancaires (graphique 2).

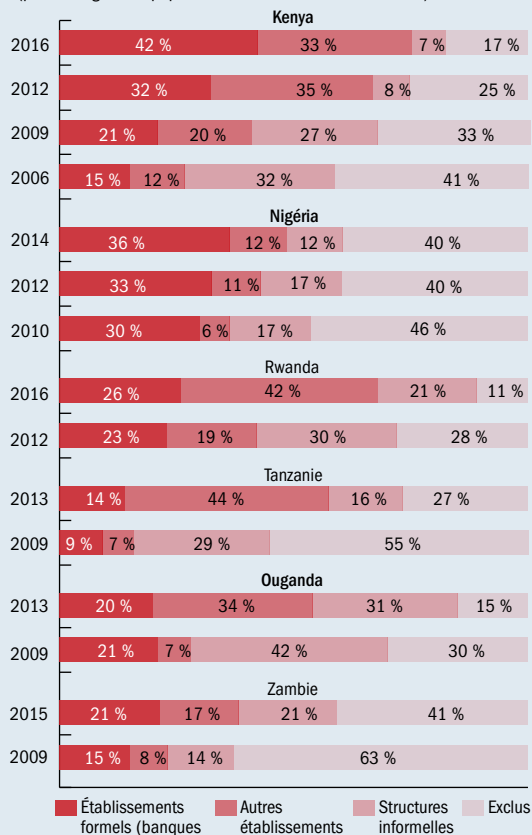
L'exemple du Kenya montre que l'inclusion financière passe avant tout par l'ouverture des services financiers à une clientèle pauvre, plutôt que simplement par des prêts plus accessibles. En misant sur le développement de leur infrastructure pour accroître leur présence financière, les banques ont joué gagnant. L'augmentation du nombre d'agences (surtout en zone rurale), l'implantation de guichets automatiques dans les centres urbains en expansion et le déploiement d'agents bancaires dans les régions reculées ont créé de nouveaux débouchés très rentables. Les banques kényanes exportent maintenant leur nouveau modèle vers toute l'Afrique, s'appuyant sur un volume de dépôts accru.

Graphique 1

### Finance pour tous

Le nombre d'exclus de la finance a reculé dans beaucoup de pays d'Afrique.

(pourcentage de la population exclu des services financiers)

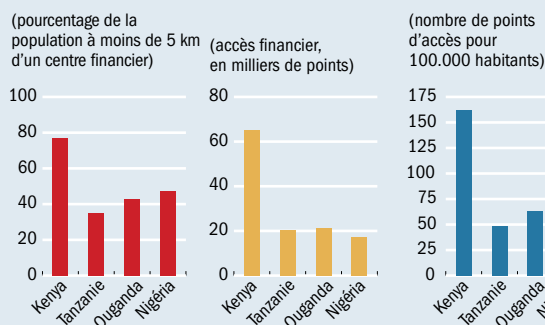


Source : enquêtes FinScope.

Graphique 2

### Finance de proximité

Plus de longs trajets pour accéder aux services financiers.

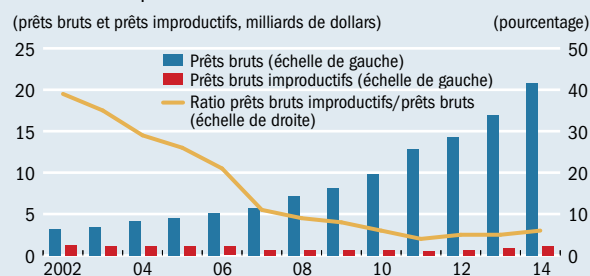


Source : enquêtes géospatiales nationales.

Graphique 3

### La bonne surprise

Au Kenya, le développement de l'accès aux services a amélioré la qualité des actifs.



Source : Banque centrale du Kenya.



Onze banques kényanes possèdent plus de 300 antennes dans toute l'Afrique de l'Est (y compris au Soudan du Sud).

Il est par ailleurs surprenant de constater que cet accès élargi s'est accompagné d'une amélioration de la qualité des actifs bancaires, lorsque le niveau de surveillance financière suivait. La baisse ré-

## L'inclusion financière ouvre des possibilités susceptibles d'apporter des changements profonds.

cente de la part des créances improductives sur le total des prêts s'explique surtout par une meilleure analyse du crédit, grâce à des mesures comme la réglementation sur le partage des informations de crédit de 2010, qui a réduit la disparité d'information entre prêteurs et petits emprunteurs potentiels (graphique 3).

### Des gains de bien-être

Le Kenya offre un bon exemple des bienfaits de l'inclusion financière. À partir d'un modèle mis au point par Dabla-Norris *et al.* du FMI (2015), nous avons estimé la réduction des coûts de transaction et l'impact de l'inclusion financière sur la croissance du Kenya. D'abord, elle génère des liquidités supplémentaires qui profitent aux entreprises. Deuxièmement, la baisse des coûts de transaction rend les contrats plus efficaces. Enfin, une allocation plus efficace des fonds au sein du système financier permet à des personnes qui ont le talent des affaires d'entreprendre même si elles n'ont pas de ressources.

Tous ces mécanismes devraient jouer un rôle important au Kenya, au vu de la très nette amélioration de l'accès au crédit des PME, qui est passé de 25 à 33 % entre 2006 et 2013 (Enquêtes sur les entreprises, Banque mondiale). Nos résultats préliminaires font apparaître une réduction de 65 % des coûts de transaction dans la période 2006–13 et une contribution annuelle d'environ 0,45 point de pourcentage à la croissance du PIB (Morales *et al.*, à paraître).

L'accès au crédit a été amélioré malgré l'impact du renforcement de la réglementation financière, qui a accru les coûts de surveillance et les exigences de garanties. Cela signifie que l'inclusion financière, avec des politiques bien pensées, pourrait compléter les efforts de renforcement du cadre réglementaire de la finance en aidant les banques à élargir leur clientèle d'emprunteurs tout en améliorant leur santé financière. La réduction spectaculaire des coûts de transaction issue des services numériques a incontestablement joué un rôle clé dans cette réussite.

Les services financiers numériques contribuent non seulement à développer la finance, mais aussi à renforcer sa stabilité. L'argent liquide étant moins nécessaire aux transactions, les agents économiques sont plus nombreux à envoyer et recevoir des signaux sur les marchés financiers, ce qui contribue à un système financier plus solide et plus dynamique. Le contexte devient d'ailleurs plus propice à la politique monétaire.

Outre ces bienfaits, plusieurs autres raisons expliquent pourquoi des politiques volontaristes améliorent l'inclusion financière :

- Dans les pays à faible revenu, sans progrès rapides dans l'inclusion financière, il est très difficile de générer une

croissance inclusive. D'après les enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale, dans la plupart des pays d'Afrique, les PME citent toujours le manque d'accès aux services financiers comme le principal frein à leur activité. Or, ces entreprises constituent un secteur clé dans l'économie, car elles constituent un gisement d'emplois et peuvent permettre de réduire le secteur informel.

- Pour les pays à faible revenu où il existe un certain degré d'intermédiation bancaire, il y a une corrélation claire entre inclusion financière et développement humain (FMI, 2014), ce qui indiquerait qu'il faut améliorer la technologie en matière de réglementation.

- La réussite de l'inclusion financière disqualifie les politiques qui freinent le développement du marché. Certains pays d'Afrique continuent de compter sur des institutions spécialisées comme les banques de développement ou les institutions qui prêtent à un secteur spécifique (agriculture, PME, par exemple), ou sur des mesures d'encadrement des taux d'intérêt, malgré leur inefficacité avérée. Plus nombreux seront les citoyens qui bénéficient de l'inclusion financière, plus les mauvaises mesures apparaîtront comme telles.

Outre qu'elle baisse les coûts de transaction, l'inclusion financière ouvre des possibilités susceptibles d'apporter des changements profonds : accompagnement novateur des caisses de retraite et protection sociale ciblée, développement de systèmes de paiement internationaux au sein d'espaces régionaux, application des politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et environnement plus propice à une politique monétaire prospective, après des années de répression financière et de politiques réactives. ■

*Njuguna Ndung'u est professeur associé d'économie à l'université de Nairobi et ancien Gouverneur de la Banque centrale du Kenya. Lydia Ndirangu est Directrice des études à la Kenya School of Monetary Studies. Armando Morales est représentant résident du FMI au Kenya.*

### Bibliographie :

- Banque mondiale, *Enquêtes sur les entreprises, divers numéros.*
- Dabla-Norris, Era, Yan Ji, Robert Townsend, and D. Filiz Unsal, 2015, "Identifying Constraints to Financial Inclusion and Their Impact on GDP and Inequality: A Structural Framework for Policy," *IMF Working Paper 15/22* (Washington: International Monetary Fund).
- FinScope Surveys, various issues (Midrand, South Africa: FinMark Trust).
- Fonds monétaire international (FMI), 2014, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Pour une croissance durable et plus solidaire* (Washington, avril).
- Kimenyi, Mwangi S., and Njuguna S. Ndung'u, 2009, "Expanding the Financial Services Frontier: Lessons from Mobile Phone Banking in Kenya" (Washington: Brookings Institution).
- Klein, Michael, and Colin Mayer, 2012, "Mobile Banking and Financial Inclusion: The Regulatory Lessons," *World Bank Policy Research Working Paper 5664* (Washington).
- Morales, Armando, Lydia Ndirangu, Njuguna Ndung'u, and Fan Yang, à paraître, "Measuring the Impact of Financial Inclusion in Kenya," *IMF Working Paper* (Washington: International Monetary Fund).